

AES CONSEIL
120, avenue Gambetta
75020 Paris
S.A.R.L. au capital de € 15.000

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Paris

ERNST & YOUNG Audit
Faubourg de l'Arche
11, allée de l'Arche
92037 Paris-La Défense Cedex
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

Press Index S.A.

Exercice clos le 31 décembre 2007

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société Press Index S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2007, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Votre société constitue un amortissement exceptionnel lorsque la valeur d'usage des écarts d'acquisition est inférieure à leur valeur comptable, comme décrit dans la note 2.4 « Méthodes et règles d'évaluation » de l'annexe.

Nous avons procédé à l'appréciation des approches retenues par votre société pour estimer la valeur d'usage des actifs détenus sur la base des éléments disponibles à ce jour. Nous nous sommes assurés du caractère raisonnable des hypothèses retenues, des évaluations qui en résultent, et des dépréciations effectuées le cas échéant.

- Par ailleurs, votre société constitue des provisions pour couvrir les risques de non-recouvrement des créances clients, comme mentionné dans la note 2.4 « Méthodes et règles d'évaluation » de l'annexe.

Dans ce cadre, nos travaux ont notamment consisté à prendre connaissance des documents supportant les estimations retenues par la société et à apprécier les hypothèses sur lesquelles se fondent les estimations des provisions concernées. Dans le cadre de notre appréciation de ces estimations, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable des hypothèses retenues et des évaluations qui en résultent.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris et Paris-La Défense, le 19 mai 2008

Les Commissaires aux Comptes

AES CONSEIL



Alain Fort

ERNST & YOUNG Audit



Isabelle Agniel

GROUPE PRESS INDEX

Comptes consolidés
Exercice clos au 31 décembre 2007

BILAN

(en milliers d'euros)

ACTIF	<i>Note</i>	31/12/07	31/12/06
Ecarts d'acquisition	1	2 930	1 280
Immobilisations incorporelles	2	497	334
Immobilisations corporelles	2	1 263	799
Immobilisations financières	3	822	1 148
Titres mis en équivalence		-	21
ACTIF IMMOBILISE		5 511	3 581
Clients et comptes rattachés	4	5 496	4 556
Impôts différés actifs	5	488	630
Autres créances et comptes de régularisation	6	1 208	817
Valeurs mobilières de placement	7	143	187
Disponibilités		1 982	1 142
ACTIF CIRCULANT		9 317	7 332
TOTAL DE L'ACTIF		14 828	10 913

PASSIF	<i>Note</i>	31/12/07	31/12/06
Capital social	8	4 534	4 368
Primes d'émission		5 616	5 212
Réserves consolidées	-	4 988	5 315
Résultat consolidé	-	424	327
Ecarts de conversion		442	230
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE		5 179	4 822
INTERETS DES MINORITAIRES	9	- 26	-
PROVISIONS	10	159	88
Emprunts et dettes financières	11	3 339	595
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		1 996	1 883
Autres dettes et comptes de régularisation	12	4 182	3 524
DETTES		9 517	6 003
TOTAL DU PASSIF		14 828	10 913

COMPTE DE RÉSULTAT*(en milliers d'euros)*

	<i>Note</i>	2007 <i>(12 mois)</i>	2006 <i>(12 mois)</i>
Chiffre d'affaires	19	15 607	11 380
Autres produits d'exploitation	13	51	44
Production immobilisée		114	-
Charges de personnel	-	7 547	- 5 451
Autres charges d'exploitation	-	6 047	- 4 826
Impôts et taxes	-	498	- 366
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	14	- 713	- 536
RESULTAT D'EXPLOITATION		966	245
Charges et produits financiers	15	- 400	67
RESULTAT COURANT DES ENTREPRISES INTEGREES		566	312
Charges et produits exceptionnels	16	- 246	- 98
Impôts sur les résultats	17	- 214	453
RESULTAT NET DES ENTREPRISES INTEGREES		106	667
Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence		- 3	6
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	1	- 582	- 119
Correction d'erreur sur exercices antérieurs relative à l'amortissement des écarts d'acquisition		-	- 228
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		- 480	327
Intérêts minoritaires	9	56	-
RESULTAT NET PART DU GROUPE		- 424	327
Résultat par action (en euros)		- 0,29	0,24
Résultat dilué par action (en euros)		- 0,27	0,24

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES*(en milliers d'euros)*

Capitaux propres du groupe PRESS INDEX	Capital	Primes	Réserves consolidées	Résultat consolidé	Ecart de conversion	Total
31/12/2005	3 316	2 632	- 5 566	251	280	913
Affectation du résultat N-1			251 -	251		-
Augmentation de capital liée à l'IPO	1 053	2 842				3 895
Imputation des frais d'augm. sur la prime		- 292				292
Emission de BSA		30				30
Variation des écarts de conversion					- 50 -	50
Résultat de la période N				326		326
31/12/2006	4 368	5 212	- 5 315	326	230	4 822
Affectation du résultat N-1			326 -	326		-
Augmentation de capital	165	404				569
Variation des écarts de conversion					212	212
Résultat de la période N				- 424		424
31/12/2007	4 534	5 616	- 4 988	- 424	442	5 179

TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE*(en milliers d'euros)*

	2007	2006
<u>FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS À L'ACTIVITÉ</u>		
Résultat net des sociétés intégrées	106	667
<i>Élimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité</i>		
Amortissements et provisions (nets)	658	432
Variation des impôts différés	186	- 630
(Plus) / moins values de cession, nettes d'impôt	- 1	-
Autres produits et charges calculés	- 192	- 99
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	757	370
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	-	7
Variation des créances d'exploitation	- 673	- 1 888
Variation des dettes d'exploitation	621	1 054
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	- 52	- 834
Flux net de trésorerie lié à l'activité	705	- 457
<u>FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT</u>		
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	- 419	- 372
Cessions ou diminutions d'immobilisations corporelles et incorporelles	61	-
Variation des immobilisations financières	326	- 1 072
Incidence des variations de périmètre ⁽¹⁾	- 2 094	- 913
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	- 2 126	- 2 357
<u>FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT</u>		
Augmentation de capital en numéraire	-	3 633
Redevances de crédit-bail	- 249	- 131
Emissions d'emprunts	2 477	-
Remboursements d'emprunts	- 200	- 41
Variation des dettes sur immobilisations	192	699
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	2 220	4 160
VARIATION DE TRÉSORERIE	799	1 346
Incidences des variations de taux de change	3	- 1
Trésorerie à l'ouverture	1 329	- 18
Trésorerie à la clôture	2 125	1 329
VARIATION DE TRÉSORERIE	799	1 346

⁽¹⁾ - La trésorerie nette décaissée dans le cadre des acquisitions se décompose comme suit :

- Montant décaissé par le Groupe	- 2 763
- Trésorerie acquise	669
Incidence des acquisitions sur la trésorerie du Groupe	- 2 094

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

1. NATURE DE L'ACTIVITÉ, FAITS CARACTÉRISTIQUES ET PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

1.1. *Nature de l'activité*

Créé en 1997, le groupe PRESS INDEX est devenu un acteur majeur dans l'activité de traitement des coupures de presse grâce à une stratégie centrée sur l'innovation.

Le groupe PRESS INDEX a développé une approche unique dans le secteur autour de trois principales familles de produits : la surveillance des médias, le panorama de presse et les analyses des retombées de presse. Son activité consiste à scruter et exploiter les informations venant de toutes sources de média pour livrer aux clients les copies, les extraits ou les séquences qui répondent à leurs centres d'intérêts. L'offre « produits » est principalement destinée aux directions de la communication et attachés de presse internes, aux agences de relations presse et aux directions marketing et commerciale.

La société est implantée en France et à l'international.

L'activité française est assurée par les sociétés suivantes :

- PRESS INDEX SA, société mère ;
- PORTALYS SARL détenue à 51% (35% acquis en novembre 2000 et 16% acquis en février 2007), et qui a développé une technologie de « crawl » des sites internet ;
- DISCOUNT PRESSE SAS, détenue à 51% (prise de participation en février 2007).

Le Groupe est présent à l'international à travers :

- PRESS INDEX LTD. au Royaume-Uni, filiale créée en mai 2000 et détenue à 100% ;
- PRESS INDEX SRL. créée en juillet 2006 en Italie et qui a acquis le fonds de commerce ainsi que certains actifs immobilisés de la société italienne Orao News par l'intermédiaire d'un contrat de location gérance ;
- Deux filiales en Espagne, RODALCA S.L. à Madrid et BCN RODALCA S.L. à Barcelone, acquises en juin 2007.

1.2. Faits caractéristiques de l'exercice

1.2.1. Acquisitions

Au cours de l'exercice 2007, la société a procédé à plusieurs prises de participation et acquisitions tant en France qu'en Europe :

- prise de participation complémentaire de 16% du capital de la société PORTALYS en février 2007, portant ainsi sa participation de 35% à 51% ;
- prise de participation à hauteur de 51% également en février 2007 du capital de la société DISCOUNT PRESSE ;
- acquisition de la totalité du capital de deux sociétés espagnoles à fin juin 2007, RODALCA S.L. (Madrid) et BCN RODALCA S.L. (Barcelone).

L'ensemble des acquisitions a été réalisé en numéraire à l'exception de RODALCA S.A. (Madrid) qui a été financé en numéraire à hauteur de 79% (adossé à un emprunt contracté pour 1,3 million d'euros) et par une augmentation de capital à hauteur de 21%. L'augmentation de capital, d'un montant nominal de 165 milliers d'euros, s'est accompagnée d'une prime d'émission de 434 milliers d'euros sur laquelle ont été imputés les frais d'émission des titres.

1.2.2. Restructuration de la filiale italienne

Le groupe a supporté des charges exceptionnelles d'un montant de 261 milliers d'euros sur la société italienne Press Index Srl qui exploite en location gérance le fonds de commerce de Orao News acquis en juillet 2006. Elles ont concerné à hauteur de 257 milliers d'euros :

- la refonte complète de la plate-forme de production -afin de faire bénéficier la filiale italienne de l'infrastructure du groupe- pour 161 milliers d'euros,
- la fermeture des "petits" sites de production de Bologne, Milan, Rome, Venise et les coûts de licenciements y afférents -dans le cadre d'une rationalisation du portefeuille de clients publics avec des contrats locaux dans ces villes- pour 95 milliers d'euros.

1.3. Evénements post-clôture

La participation de PRESS INDEX S.A. dans DISCOUNT PRESSE a été portée de 51% à 75% en janvier 2008 par rachat d'actions.

Par ailleurs, une augmentation des capitaux propres par incorporation de créances a été réalisée chez la filiale italienne PRESS INDEX SRL à hauteur de 1.100 milliers d'euros en mars 2008 afin de respecter la réglementation italienne relative au montant des capitaux propres.

1.4. Périmètre de consolidation

Au 31 décembre 2007, le périmètre de consolidation se présente comme suit :

Nom de la société	Méthode de consolidation	% d'intérêts	% de contrôle	Pays d'activité	Siège social	SIREN
Press Index S.A.	Société mère	-	-	France	27 rue de Sèvres 92100 Boulogne Billancourt	412568933
Press Index Ltd	Intégration globale	100 %	100 %	Royaume-Uni	11-13 Charlotte Street London W1T 1RH England	-
Press Index Srl	Intégration globale	100 %	100 %	Italie	Via Colonna Vittoria, 29 20149 Milano, Italia	-
Portalys Sarl	Intégration globale	51 %	51 %	France	3, rue du Maréchal de Lattre de Tassigny 78150 Le Chesnay	433697703
Discount Presse S.A.S	Intégration globale	51 %	51 %	France	5, allée Frimaire 33115 Pyla sur mer	480124544
Rodalca S.L.	Intégration globale	100 %	100 %	Espagne (Madrid)	10 Juan Bravo 28006 Madrid	-
BCN Rodalca S.L.	Intégration globale	100 %	100 %	Espagne (Barcelone)	390 Aragon 08013 Barcelona	-

Par rapport au 31 décembre 2006, le périmètre a été modifié comme indiqué dans la note 1.2.1. La société PORTALYS, initialement consolidée par mise en équivalence est intégrée globalement à compter de la date de prise de contrôle à hauteur de 51% de son capital.

2. PRINCIPES, MÉTHODES ET MODALITÉS DE CONSOLIDATION

2.1. Référentiel comptable

Les comptes consolidés sont établis selon les principes comptables et les règles d'évaluation fixés par la loi et le code de commerce, en conformité avec le Règlement CRC n°99-02 du 29 avril 1999 relatif aux comptes consolidés des sociétés commerciales et des entreprises publiques.

L'ensemble des méthodes préférentielles, lorsqu'elles sont applicables, est utilisé par le groupe.

Les règles et méthodes comptables sont identiques à celles utilisées pour l'exercice clos le 31 décembre 2006.

La préparation des états financiers requiert de la part de la direction, certaines estimations et hypothèses qui affectent les montants figurant dans les états financiers et les notes annexes. Les réalisations peuvent s'avérer différentes de ces estimations par la suite.

Tous les montants sont exprimés en milliers d'euros, sauf mention contraire.

2.2. Comparabilité des comptes

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes sont identiques à celles du dernier exercice clos, à l'exception des éléments suivants :

- décision d'activation des impôts différés sur la filiale anglaise à compter du 30 juin 2007 étant donné que les conditions afférentes sont désormais réunies comme le détaille la note 2.4.12 ;
- intégration des coûts internes de personnel dans le montant des coûts de développement inscrits à l'actif du bilan compte tenu de la mise en place d'un suivi administratif en interne permettant d'affecter de façon fiable les coûts internes aux différents projets.

2.3. Modalités de consolidation

2.3.1. Méthodes de consolidation

Les états financiers des sociétés dans lesquelles PRESS INDEX SA exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif sont consolidés suivant la méthode de l'intégration globale. Les états financiers des sociétés dans lesquelles PRESS INDEX SA exerce directement ou indirectement une influence notable sont consolidés suivant la méthode de la mise en équivalence.

Les incidences des transactions entre les sociétés du groupe sont éliminées.

Les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation sont consolidées sur la base de leurs comptes annuels arrêtés au 31 décembre, mis en harmonie avec les principes comptables retenus par le groupe.

2.3.2. Conversion des états financiers et des transactions libellées en monnaie étrangère

Les comptes des filiales étrangères exprimés en devise locale sont convertis en euros selon la méthode du cours de clôture :

- les actifs et les passifs sont convertis au taux clôture ;
- le compte de résultat est converti au taux moyen de l'exercice ;
- les écarts de conversion résultant de l'application de ces différents taux sont inscrits directement dans les capitaux propres.

Les opérations en devises sont comptabilisées après conversion au taux du jour de la transaction. Les dettes et créances libellées en devises sont converties au cours en vigueur au cours de clôture. Les différences de change dégagées à cette occasion sont comptabilisées en compte de résultat.

2.4. Méthodes et règles d'évaluation

2.4.1. Ecart d'acquisition

Les écarts d'acquisition correspondent :

- aux fonds commerciaux enregistrés dans les comptes individuels qui, en l'absence de possibilité d'évaluer séparément les éléments constitutifs, sont assimilés à des écarts d'acquisition ;
- à l'écart calculé entre le coût d'achat de participations acquises et la quote-part des capitaux propres correspondants. Cet écart est prioritairement affecté aux actifs et passifs identifiés de l'entreprise acquise de telle sorte que leur contribution au bilan consolidé soit représentative de

leur juste valeur. L'écart résiduel est inscrit en écart d'acquisition et affecté à chaque Unité Génératrice de Trésorerie susceptible de bénéficier des synergies du regroupement d'entreprise.

Les écarts d'acquisition sont amortis en linéaire sur une durée de 10 ans qui reflète selon la Direction la durée de consommation des avantages économiques futurs.

Conformément au règlement 99-02 du CRC, le Groupe procède à des tests d'évaluation de ses écarts d'acquisition. Ces tests sont réalisés au moins une fois par an lors de la clôture des comptes et lors de la survenance d'indicateurs internes ou externes remettant en cause leur valeur nette comptable. Un amortissement exceptionnel est constaté, le cas échéant, afin de ramener ces derniers à leur juste valeur.

2.4.2. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles acquises figurent au bilan pour leur coût d'acquisition.

Les coûts de développement de logiciels, comprenant les coûts des sous-traitants externes et les charges de personnel internes, sont comptabilisés en « immobilisations en cours » jusqu'à la mise en service du logiciel. A compter de cette date, ils sont virés à un compte d'immobilisation et amortis. Les études préalables aux développements informatiques sont directement comptabilisées en charges.

Les logiciels acquis et créés sont amortis selon le mode linéaire sur trois ans.

2.4.3. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition.

Le groupe applique la méthode préférentielle prescrite par la réglementation française en inscrivant à l'actif de son bilan les biens exploités au travers des contrats de crédit-bail et assimilés. Ces contrats de location sont qualifiés de location-financement et font l'objet d'un retraitement dans les comptes consolidés lorsqu'ils ont pour effet de transférer au groupe PRESS INDEX la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de ces biens.

La valeur vénale du bien à la date de la signature du contrat est comptabilisée en immobilisations corporelles et un amortissement est constaté sur la durée de vie du bien. La dette correspondante est inscrite au passif avec enregistrement des intérêts financiers y afférents et le loyer de la redevance de crédit-bail est annulé au compte de résultat.

A la différence des contrats de location-financement, les contrats de location simple sont constatés au compte de résultat sous forme de loyers dans le poste « autres achats et charges externes ».

L'amortissement des immobilisations corporelles est calculé selon le mode linéaire à compter de leur première mise en service sur la durée d'utilisation probable des différentes catégories d'immobilisations.

A ce titre, les durées suivantes sont retenues :

- Matériel informatique : linéaire sur 3 ans.
- Photocopieurs : linéaire sur 4 ans.
- Agencements et mobilier: linéaire sur 10 ans.

Les actifs immobilisés corporels font l'objet d'une dépréciation lorsque, du fait d'événements ou de circonstances intervenus au cours de l'exercice, leur valeur économique apparaît durablement inférieure à leur valeur nette comptable.

2.4.4. Immobilisations financières

Les autres immobilisations financières sont représentatives de dépôts de garantie comptabilisés à leur valeur historique, ainsi que de la trésorerie gagée en garantie de cautions délivrées par les banques.

2.4.5. Clients et comptes rattachés

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. La société évalue périodiquement le risque de crédit et la situation financière de ses clients et une dépréciation est comptabilisée au cas par cas lorsque la valeur d'inventaire devient inférieure à la valeur comptable.

Par ailleurs, une dépréciation complémentaire est calculée en fonction de l'antériorité des créances.

2.4.6. Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières figurent au bilan pour leur coût d'acquisition. Elles font, lorsque nécessaire, l'objet d'une provision calculée pour chaque ligne de titres d'une même nature, afin de ramener leur valeur au cours de bourse moyen du dernier mois ou à leur valeur de négociation probable pour les titres non cotés. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

2.4.7. Prise en compte des produits à la clôture de l'exercice

Les produits perçus ou comptabilisés avant que les prestations les justifiant aient été effectuées sont inscrits en produits constatés d'avance.

Les prestations effectuées n'ayant pas fait l'objet d'une facturation à la date de clôture sont comptabilisées en produits d'exploitation par l'intermédiaire du compte « Clients - factures à établir ».

2.4.8. Bons de souscription d'actions (BSA), options de souscription d'actions et actions gratuites

Conformément aux principes comptables français, la charge correspondant à l'avantage accordé aux bénéficiaires de plans de BSA, d'options de souscription d'actions et d'actions gratuites, à savoir la différence entre le prix d'exercice et la valeur de l'action à la date d'attribution, n'est pas comptabilisée. L'augmentation de capital est constatée pour le prix d'exercice lors de l'exercice du bon ou de la levée de l'option par le bénéficiaire.

2.4.9. Avances conditionnées

Les avances conditionnées comptabilisées dans les comptes individuels de PRESS INDEX SA en « autres fonds propres » sont comptabilisées en dettes dans les comptes consolidés compte tenu de leur caractère remboursable.

2.4.10. Provisions pour risques et charges

Des provisions pour risques et charges sont constatées pour couvrir des risques et charges, nettement précisés quant à leur objet, que des événements survenus rendent probables, et qui ont pu être estimés de manière fiable.

2.4.11. Engagements en matière d'indemnités de fin de carrière

Conformément aux dispositions de la loi française, la société s'affranchit de ses obligations de financement des retraites du personnel en France par le versement aux organismes qui gèrent les programmes de retraite des cotisations calculées sur la base des salaires. Il n'y a pas d'autre engagement lié à ces contributions.

La loi française exige également, le cas échéant, le versement en une seule fois d'une indemnité de départ en retraite. Cette indemnité est déterminée en fonction de l'ancienneté et du niveau de rémunération au moment du départ. Les droits sont uniquement acquis aux salariés présents dans l'entreprise à l'âge de la retraite.

Les indemnités légales et conventionnelles sont provisionnées pour chacun des salariés de PRESS INDEX SA présent à la clôture en fonction de son ancienneté théorique le jour de son départ en retraite, selon des dispositions proches de la norme IAS 19 « Avantages du personnel », conformément à la recommandation 03-R-01 du Conseil National de la Comptabilité du 1er avril 2003. Le montant des engagements est évalué selon la méthode des unités de crédit projetées qui est une méthode rétrospective avec salaire de fin de carrière. Cette méthode consiste à calculer le montant des droits projetés à la retraite au prorata de l'ancienneté sur la période de constitution de ces droits.

Les hypothèses actuarielles de départ à la retraite ont été modifiées afin de tenir compte de l'incidence de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2008, adoptée définitivement le 23 novembre 2007, qui a actée les mesures restrictives suivantes :

- les indemnités versées dans le cadre d'une mise à la retraite d'un salarié par son employeur (qu'il ait ou non atteint 65 ans) sont soumises une nouvelle contribution patronale avec un taux de :
 - 25% sur les indemnités versées du 11 octobre 2007 au 31 décembre 2008 ;
 - 50% au-delà, c'est-à-dire à partir du 1er janvier 2009.

Peu importe qu'il s'agisse d'une mise à la retraite à 65 ans ou, dans les cas où cela est encore possible jusqu'au 31 décembre 2009, entre 60 et 65 ans.

- la suppression du régime transitoire issue de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 et prévoyant un départ en retraite négocié de 2010 à 2014.

Les hypothèses de départ à la retraite ont donc été modifiées comme suit :

	Hypothèses 2007	Hypothèses 2006
Modalités de départ à la retraite	- Pour l'ensemble des salariés : départ volontaire à 63 ans.	- Pour les salariés de 54 ans et plus (donc pouvant bénéficier des mesures transitoires jusqu'en fin 2013) : mise à la retraite entre 62 et 64 ans - Pour les salariés de moins de 54 ans : départ volontaire à 63 ans.
Application d'un taux de charges sociales	OUI	OUI sur les départs volontaires
Taux d'actualisation	5,5%	4,6%
Tables de mortalité	TF 00-02	TF 00-02
Taux d'augmentation des salaires (inflation incluse)	3%	3%
Taux de rotation	Taux moyen de 15%, lissé par classe d'âge à l'aide d'une fonction décroissante	Taux moyen de 15%, lissé par classe d'âge à l'aide d'une fonction décroissante

L'incidence de l'ensemble de ces modifications a été comptabilisée dans le compte de résultat de l'exercice.

Les salariés de la filiale du groupe, PRESS INDEX UK, ne dispose pas de telles indemnités en cas de départ à la retraite. Les salariés de la filiale italienne bénéficient d'une indemnité versée lors de la fin du

contrat de travail qui est provisionnée dans les dettes envers le personnel dans les comptes individuels au fur et à mesure de l'acquisition des droits par les salariés.

2.4.12. Impôts différés

Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable pour toutes les différences temporaires existant entre le résultat retraité pour être mis en harmonie avec les principes comptables du groupe et le résultat fiscal de chaque entité consolidée.

L'impôt différé est calculé en tenant compte du taux de l'impôt qui sera en vigueur sur 2008. Un impôt différé actif est constaté dès lors que les perspectives de recouvrement de cet actif sont probables.

2.4.13. Résultat exceptionnel

Les charges et produits exceptionnels sont constitués d'éléments qui en raison de leur nature, de leur caractère inhabituel et de leur non récurrence ne peuvent être considérés comme inhérents à l'activité opérationnelle du groupe.

2.4.14. Résultat par action

Le résultat net consolidé par action est obtenu en divisant le résultat net part du groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice.

Pour le calcul du résultat net dilué, le résultat net part du groupe de l'exercice et le nombre moyen pondéré d'actions sont ajustés de l'incidence maximale de la conversion des éléments dilutifs en actions ordinaires. Est donc intégrée au calcul du résultat par action l'incidence de l'émission future éventuelle d'actions y compris celles résultant de la conversion d'instruments donnant un accès différé au capital de la société consolidante.

L'incidence à la baisse due à l'existence d'instruments pouvant donner accès au capital est déterminée en retenant l'ensemble des instruments dilutifs émis, quel que soit leur terme et indépendamment de la probabilité de conversion en actions ordinaires, et en excluant les instruments relatifs.

3. NOTES RELATIVES AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

NOTE 1 : ECARTS D'ACQUISITION

Les écarts d'acquisition se décomposent comme suit :

	31 décembre 2006	Augmentations	Diminutions	31 décembre 2007
Écarts d'acquisition bruts	1 627	2 232	-	3 859
Amortissements des écarts d'acquis-	347	-	582	929
TOTAL NET	1 280	1 650	-	2 930

Ils se répartissent par nature comme suit :

	Valeur brute	Amortissement linéaire		Amortissement exceptionnel		Valeur nette
		Antérieur	Période	Antérieur	Période	
Fond de commerce DATOPS	759	303	76	-	-	379
Press Index Italy	868	43	87	-	300	438
Portalys	24	-	2	-	-	22
Discount Presse	161	-	15	-	-	146
Rodalca (Madrid)	1 993	-	100	-	-	1 894
BCN Rodalca (Barcelone)	54	-	3	-	-	51
TOTAL	3 859	347	282	-	300	2 930

Le fonds commercial de la société DATOPS CONSULTING a été acquis le 31 janvier 2003.

L'écart d'acquisition relative à l'activité italienne correspond à la somme actualisée au taux de 4% des loyers de location gérance et de l'option finale qui seront versés sur la durée du contrat (3 ans), auxquels ont été ajoutés les coûts d'acquisition, et déduction faite de la juste valeur des actifs et passifs acquis, constitués par des immobilisations corporelles et incorporelles (logiciels).

Les projections des flux de trésorerie utilisés dans le cadre des tests de dépréciation sont celles des plans d'affaires issus du processus de planification prévus dans le cadre du plan 2008-2009, extrapolées sur la période 2010-2011. Les hypothèses retenues en termes de variation de chiffre d'affaires et de valeurs terminales sont raisonnables et conformes aux données de marché disponibles. Le taux d'actualisation retenu pour ces évaluations est le coût moyen pondéré du capital, fixé à 12,16%. Ce taux se décompose en un taux sans risque (OAT 10ans) de 4,16%, une prime de marché de 5% et une prime spécifique de 3%. Le taux de croissance à l'infini a été fixé à 2%.

Ces tests de dépréciation ont entraîné la constatation d'un amortissement exceptionnel de 300 milliers d'euros relatif à l'écart d'acquisition de la filiale italienne.

NOTE 2 : IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

L'évolution des immobilisations incorporelles et corporelles s'analyse comme suit :

VALEURS BRUTES	31 décembre 2006	Acquisitions	Cessions	Variation de périmètre	Variation de taux de change	31 décembre 2007
Fonds de commerce	-	-	-	-	-	-
Logiciels	1 213	132	- 29	249	-	1 565
Immobilisations incorporelles en c	60	201	-	-	-	261
Immobilisations incorporelles	1 273	333	- 29	249	-	1 826
Agencements et installations	168	38	-	26	-	232
Matériel de bureau et informatique	594	28	- 32	122	- 4	709
Mobilier	74	18	-	23	-	115
Biens financés en crédit bail	728	878	- 293	-	-	1 313
Divers	-	1	-	56	-	57
Immobilisations corporelles	1 564	964	- 325	227	- 4	2 426
TOTAL	2 837	1 297	- 354	476	- 4	4 252

L'évolution des amortissements s'analyse quant à elle comme suit :

AMORTISSEMENTS	31 décembre 2006	Dotations	Cessions	Variation de périmètre	Variation de taux de change	31 décembre 2007
Fonds de commerce	-	-	-	-	-	-
Logiciels	939	213	-	151	-	1 303
Immobilisations incorporelles en cours	-	-	-	-	-	-
Immobilisations incorporelles	939	213	-	151	-	1 303
Agencements et installations	63	42	-	18	-	122
Matériel de bureau et informatique	467	65	-	87	3	615
Mobilier	33	8	-	16	-	57
Biens financés par crédit-bail	202	261	-	107	-	355
Divers	-	0	-	39	-	39
Immobilisations corporelles	765	375	-	160	3	1 189
TOTAL	1 705	588	-	108	311	2 492
TOTAL NET	1 133	709	-	246	165	1 760

Au 31 décembre 2007, la valeur nette des immobilisations corporelles comprend un montant de 958 milliers d'euros correspondant aux retraitements des immobilisations détenues en location financement.

Les immobilisations incorporelles en cours concernent des coûts de développement de logiciels.

NOTE 3 : IMMOBILISATIONS FINANCIERES

L'évolution des immobilisations financières se présente comme suit :

	31 décembre 2006	Augmentations	Diminutions	Variation de périmètre	Variation de taux de change	31 décembre 2007
Dépôts de garantie	104	31	-	2	2	135
Trésorerie gagée	1 044	-	357	-	-	687
TOTAL	1 148	31	-	2	2	822

NOTE 4 : COMPTES CLIENTS

Le détail du compte clients et comptes rattachés est le suivant :

	31-déc-07	31-déc-06
Clients (brut)	6 022	4 937
Provision pour dépréciation	- 526	- 381
Clients (net)	5 496	4 556
<i>Taux de provision</i>	9%	8%

NOTE 5 : IMPÔTS DIFFÉRÉS ACTIFS

Compte tenu des résultats bénéficiaires des deux exercices précédents et des perspectives de bénéfices des exercices à venir, des impôts différés sont constatés à hauteur des bénéfices cumulés anticipés sur les deux années à venir :

- concernant PRESS INDEX S.A., les impôts différés précédemment activés ont été maintenus dans les comptes au 31 décembre 2007. Ils correspondent à la totalité des déficits reportables disponibles ;
- concernant la filiale anglaise PRESS INDEX LTD., des impôts différés actifs ont été constatés pour la première fois au 30 juin 2007 à hauteur de 145 milliers d'euros. Au 31 décembre 2007, ils s'élèvent à 164 milliers d'euros.

Par contre, en l'absence d'historique et/ou de perspectives de bénéfices suffisants à court et moyen termes, les conditions pour activer les impôts différés sur les déficits reportables n'ont pas été considérées comme réunies au 31 décembre 2007 concernant les filiales PRESS INDEX ITALY, PORTALYS et DISCOUNT PRESSE.

Le montant des impôts différés actifs, soit 488 milliers d'euros, s'analyse comme suit :

31/12/2007	Ouverture	Incidence des variations de périmètre	Incidence des variations de taux d'impôt	Activation sur la période des actifs d'impôts disponibles à l'ouverture	Variation de la période au taux courant	Impact des variations de taux de change	Clôture
Base déficits reportables	4 271	16			- 62	- 185	4 040
Décalages d'imposition	1 058	134			123	- 93	1 222
Total base	5 329	150	-	-	61	- 278	5 262
Impôt différé actif théorique	1 662	50			- 12	- 83	1 616
Impôts différés non activés	1 032	5	-	- 170	344	- 83	1 128
Impôts différés activés	630	45	-	170	- 357		488
Contribution des IDA par pays	dont France	630	45	-	- 358		317
	dont Royaume-Uni	-		170	- 6		164
	dont Italie						-
	dont Espagne				8		8
Incidence sur le résultat de l'exercice						- 186	

NOTE 6 : AUTRES CREANCES ET COMPTES DE REGULARISATION

L'ensemble des autres créances a une échéance à moins d'un an, à l'exception du CIR pour 82 milliers d'euros qui a une échéance qui dépend de la possibilité de l'imputer sur les bénéfices fiscaux futurs. La ventilation se présente comme suit :

	31-déc-07	31-déc-06
Fournisseurs débiteurs et avoirs à recevoir	28	49
TVA	135	120
Personnel et organismes sociaux	51	45
Etat - Produits à recevoir	175	-
Charges constatées d'avance	754	574
Divers	64	29
Total autres créances	1 208	817

NOTE 7 : VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT

Les valeurs mobilières gagées ont été reclassées en immobilisations financières.

Le solde du poste au 31 décembre 2007 comprend une provision pour dépréciation à hauteur de 46 milliers d'euros.

Le montant des plus-values latentes sur l'ensemble des valeurs mobilières de placement, figurant à la fois dans le poste "Immobilisations financières" pour la partie gagée, et "Valeurs mobilières de placement" s'élève à 11 milliers d'euros.

NOTE 8 : CAPITAL SOCIAL

- **Composition**

Le capital social a évolué comme suit au cours de la période :

	Date	Nombre d'actions	Valeur nominale (€)	Montant du capital (€)
Capital clôture	31/12/2006	1 456 076	3	4 368 228
Augmentation de capital	26/06/2007	55 124	3	165 372
Capital clôture	31/12/2007	1 511 200	3	4 533 600

▪ *Capital potentiel*

Tableau de dilution potentielle du capital								
Nature	BSA	OPTIONS DE SOUSCRIPTION D'ACTIONS			Actions gratuites			TOTAL
Date d'assemblée	15-mars-06	15-mars-06	15-mars-06	27-juin-07	15-mars-06	15-mars-06	27-juin-07	
Date du conseil d'administration	13-avr-06	15-juin-06	20-nov-06	05-juil-07	20-avr-06	20-nov-06	05-juil-07	
Nombre d'actions pouvant être souscrites / actions gratuites attribuées	26 667	1 500	7 500	7 500	14 941	7 500	37 500	103 108
Prix de souscription des bons	1,11	-	-	-	-	-	-	
Prix de souscription des actions (€)	9,99	11,10	22,00	22,00	-	-	-	
Nombre d'actions pouvant être souscrite par les mandataires sociaux	-	-	-	-	-	-	-	
Point de départ d'exercice	13-avr-2007	15-juin-2010	20-nov-2010	05-juil-2011	20-avr-2008	20-nov-2008	05-juil-2009	
Date d'expiration	13-avr-2010	15-juin-2011	20-nov-2011	05-juil-2012	N/A	N/A	N/A	
Modalités d'exercice	Voir (1)	Voir (2)	Voir (2)	Voir (2)	Voir (3)	Voir (3)	Voir (3)	
Nombre de bons exercés / actions gratuites acquises	-	-	-	-	-	-	-	-
Nombre de bons / actions gratuites caducs	-	-	-	-	175	-	-	175
Nombre de bons / actions gratuites en vie	26 667	1 500	7 500	7 500	14 766	7 500	37 500	102 933
<i>Augmentation de capital potentielle :</i>								
- en nombre d'actions	26 667	1 500	7 500	7 500	14 766	7 500	37 500	102 933
- en valeur	80 001	4 500	22 500	22 500	44 298	22 500	112 500	308 799

(1) – L'exercice des BSA est conditionné comme suit :

- 15.000 BSA seront exerçables si le cours de bourse de l'action se maintient pendant 20 jours de bourse consécutifs à un prix supérieur à 14,43 € (130% du prix d'introduction) ;
- 11.667 BSA supplémentaires sont exerçables si le cours de bourse de l'action se maintient pendant 20 jours de bourse consécutifs à un prix supérieur à 16,65 € (150% du prix d'introduction).

Par exception, les BSA pourront être exercés sans attendre l'expiration de la période initiale de 12 mois sous réserve de la réalisation de conditions particulières détaillées dans le procès verbal du conseil d'administration du 13 avril 2006.

- (2) – L'exercice des 1500 stock options est conditionné à l'atteinte d'objectifs financiers du Groupe sur 2007 et 2008 ; les 15.000 stocks options dépendent de l'atteinte du cours de bourse de l'action à un prix supérieur ou égal à 22 €
- (3) – L'acquisition effective des actions gratuites est conditionnée à la présence du bénéficiaire à la date d'attribution définitive et dépend de l'atteinte d'objectifs financiers du Groupe et de la performance du cours de bourse durant la période d'acquisition des droits.

NOTE 9 : INTÉRÊTS MINORITAIRES

Minoritaires	Réserves	Résultat	Total
31/12/2006	-	-	-
Affectation du résultat			-
Variation de périmètre	30		30
Résultat de l'exercice		- 56	56
31/12/2007	30	- 56	26

NOTE 10 : PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Les provisions pour risques et charges se décomposent comme suit :

	31 décembre 2006	Dotations	Reprises	Variation de périmètre	31 décembre 2007
Indemnités de fin de carrière	88	32			120
Restructuration de l'Italie	-	39			39
TOTAL	88	71	-	-	159

NOTE 11 : EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES

Les emprunts et dettes financières du groupe ont évolué comme suit :

	31-déc-06	Augmentation	Diminution	Variation de périmètre	31-déc-07
Concours bancaires courants	-	-	-	23	-
Avances conditionnées	54	52	-	24	82
Emprunts bancaires	-	2 425	-	153	2 272
Emprunts liés au retraitement du crédit-bail	541	878	-	435	984
TOTAL	595	3 355	-	635	3 339

L'échéancier de remboursement au 31 décembre 2007 des emprunts et dettes financières s'établit comme suit :

	31-déc-07	Echéancier de remboursement		
		Moins de 1 an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Concours bancaires courants	-			
Avances conditionnées	82	82		
Emprunts bancaires	2 272	834	1 438	
Emprunts liés au retraitement du crédit-bail	984	332	652	
TOTAL	3 339	1 248	2 090	-

NOTE 12 : AUTRES DETTES ET COMPTES DE REGULARISATION

Le détail des autres dettes est le suivant :

	31-déc-07	31-déc-06
Loyers de location-gérance restant à verser en Italie	507	699
Clients créditeurs	37	23
Dettes envers le personnel	682	409
Organismes sociaux	616	479
Comptes de TVA créditeurs	1 055	814
Charges à payer - Etat	171	187
Comptes courant d'associés	3	4
Produits constatés d'avance	1 069	909
Autres charges à payer	42	-
TOTAL	4 182	3 524

L'ensemble de ces dettes a une échéance à moins d'un an, à l'exception des loyers de location gérance qui ont une échéance à plus d'un an pour 322 milliers d'euros.

NOTE 13 : AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION

Les autres produits d'exploitation se décomposent comme suit :

	2007	2006
Subventions d'exploitation	12	9
Reprises de provisions d'exploitation	15	8
Transfert de charges	1	-
Divers	23	27
Total	51	44

NOTE 14 : DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, DÉPRÉCIATIONS ET PROVISIONS

Le poste s'analyse comme suit :

	31 décembre 2006	Dotations	Reprises	Variation de périmètre	Variation de taux de change	31 décembre 2007		
Dépréciation clients	381	92	-	15	70	-	2	526
Dépréciation VMP	-	28	-	-	19	-	-	47
Provisions pour risques et charges	88	71	-	-	-	-	-	159
Sous-total		191	-	15	89	-	2	
Dotations/Reprises sur amortissements		588						
TOTAL		778	-	15				
	<i>dont exploitation</i>	713	-	15				
	<i>dont financier</i>	28	-	-				
	<i>dont exceptionnel</i>	39	-	-				

NOTE 15 : CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS.

Le résultat financier comprend principalement une perte de change (nette) interne au Groupe de Press Index SA sur sa filiale Press Index LTD, à hauteur de 316 milliers d'euros.

NOTE 16 : CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS.

Les charges et produits exceptionnels se détaillent comme suit :

	2007	2006
Indemnités perçues	-	25
Profits sur opérations fournisseurs	5	1
Divers	33	6
Produits exceptionnels	38	32
Frais d'introduction en bourse	-	106
Coûts de restructuration de l'Italie (1)	261	-
Pertes sur opérations fournisseurs	7	4
Pénalités	10	8
Dotations aux provisions	-	-
Divers	6	12
Charges exceptionnelles	284	130
Résultat exceptionnel	- 246	- 98

(1) - Dont 39 milliers d'euros provisionnés à la clôture.

Voir également la note 1.2.2.

NOTE 17 : IMPOT SUR LES SOCIETES

L'impôt sur les sociétés se décompose comme suit :

		France	Royaume-Uni	Italie	Espagne	TOTAL
<i>Impôts courants</i>	Charges d'impôts calculées	19	-	-	91	110
	Crédit impôt recherche (CIR)	- 82				- 82
<i>Impôts différés</i>	Sur déficits reportables	386	- 170	-	- 8	208
	Sur décalages temporaires	- 28	6	-		- 22
TOTAL		295	- 164	-	83	214

dont impôts courants 28

dont impôts différés 186

La preuve d'impôt se présente ainsi :

	2007	2006
Résultat consolidé des sociétés intégrées avant impôt	320	214
IS théorique (taux du Groupe)	107	71
IS comptabilisé dans les comptes	214	- 453
Ecart	- 107	524

Décomposition de l'écart :

- Impôt relatif à des décalages permanents	6	5
- CIR	82	-
- IFA	- -	8
- IDA comptabilisés sur déficits existants à l'ouverture	149	524
- IDA sur décalages temporaires non activés	55	62
- IDA sur les déficits de l'exercice non activés	- 374	- 82
- Imputation des déficits et MVLT antérieurs non activés	-	27
- Différence de taux d'impôt étranger	- 28	- 2
- Divers	2	2
	- 107	524

4. AUTRES INFORMATIONS

NOTE 18 : ENGAGEMENTS HORS BILAN

▪ Engagements financiers

Engagements donnés	31/12/07	31/12/06
<i>Engagements financiers</i>		
Créances cédées non échues (affacturage)	-	2
Nantissements, hypothèques et sûretés réelles	687	1 044
<i>Dettes garanties par des sûretés réelles</i>		
TOTAL	687	1 046

Les valeurs mobilières de placement du Groupe ont été nanties (gage) à hauteur de 1.044 milliers d'euros en contre-garantie de cautions reçues de la part des banques et concernant :

- les loyers de location gérance restants dus relatifs à l'acquisition de l'activité italienne (à hauteur de 464 milliers d'euros) ;
- les locaux de Boulogne-Billancourt (à hauteur de 223 milliers d'euros).

▪ **Droit individuel à la formation (DIF)**

Dans le cadre du Droit Individuel à la Formation, institué par la loi du 4 mars 2004 (promulguée le 7 mai 2004, date de début des droits) et ratifié pour les entreprises du SYNTEC par l'accord national du 27 décembre 2004 sur la formation professionnelle, les salariés des sociétés françaises ayant au moins un mois d'ancienneté bénéficient d'un capital de temps de formation qu'ils peuvent utiliser de 20 heures minimum par an sur 6 ans au plus, plafonné à 120 heures au total.

Au 31 décembre 2007, le volume d'heures de formation cumulé correspondant aux droits acquis et non utilisés au titre du DIF par les salariés du groupe s'élève à 4.525 heures.

▪ **Autres engagements**

A la connaissance de la société, il n'existe pas d'autres engagements hors bilan significatifs selon les normes comptables en vigueur ou qui pourraient le devenir dans le futur.

NOTE 19 : EFFECTIF MOYEN DU GROUPE

L'effectif moyen du groupe a évolué comme suit :

Effectif moyen en 2007 : 212

Effectif moyen en 2006 : 152

NOTE 20 : INFORMATION SECTORIELLE

Le tableau ci-dessous résume de manière synthétique la répartition du chiffre d'affaires, des immobilisations corporelles et incorporelles employées et du résultat d'exploitation par zone géographique :

2007	France	Royaume-Uni	Italie	Espagne	Eliminations des opérations réciproques		Total	
Chiffre d'affaires	10 398	3 660	1 107	1 149	-	707	15 607	
Immobilisations corp. et incorp. (nettes)	1 575	9	77	99	-	-	1 760	
Résultat d'exploitation	821	594	-	542	281	-	188	966

A titre comparatif, la contribution 2006 était la suivante :

2006	France	Royaume-Uni	Italie	Eliminations des opérations réciproques		Total	
Chiffre d'affaires	8 078	3 077	587	-	363	11 380	
Immobilisations corp. et incorp. (nettes)	1 040	15	77	-	-	1 133	
Résultat d'exploitation	162	317	-	146	-	88	245

Les différentes contributions par pays sont données après retraitements de consolidation, mais avant élimination des opérations réciproques entre sociétés du Groupe.

Le Groupe exerce son activité dans un seul secteur d'activité.

NOTE 21 : REMUNERATIONS ALLOUEES AUX ORGANES DE DIRECTION

Le montant des rémunérations allouées au titre de l'exercice 2007 aux organes de direction de la société consolidante à raison de leurs fonctions dans les sociétés du groupe s'élève à 258 milliers d'euros.